



EN DÉBAT

LE « MONDE D'APRÈS »

## Pourquoi la crise du Covid-19 menace-t-elle notre vie sociale et démocratique ?

rappel des faits Les mesures restrictives s'installent dans le temps. De multiples voix s'inquiètent de leurs conséquences sur nos modes de vie.

Le philosophe Michel Foucault caractérisait le passage à la biopolitique, ce gouvernement des populations comprises comme un ensemble, par la formule « faire vivre et laisser mourir ». Le pouvoir se dessaisissait des possibilités d'administrer directement la mort et se concentrait sur les forces vitales.

Nos sociétés contemporaines ont été façonnées par cette biopolitique visant la santé générale des populations, en lien avec les attentes capitalistes d'un réservoir de travailleurs et de travailleuses en suffisamment bonne santé pour accomplir leurs tâches. La crise sanitaire liée à la pandémie mondiale de Sars-COV-2 a probablement rebattu les cartes. Pris de cours par une progression exponentielle des cas graves, rattrapé par la pénurie d'un système hospitalier passé depuis longtemps sous la toise des mesures budgétaires néolibérales, l'exécutif français a enclenché un premier confinement en mars dernier. Les personnels hospitaliers et les employé.es en première ligne (en particulier dans la grande surface, dans les transports...) ont affronté le virus sans protections suffisantes. Les mensonges répétés autour des masques – dont il a même été prétendu qu'ils étaient inutiles – ont fini de sceller ce qui s'apparente à une politique cohérente de la mort.

La deuxième vague épidémique dans laquelle est prise la France aujourd'hui donne à cette gouvernamentalité un tour plus sépulcral en-

core. Les restrictions ont été levées à la rentrée dans tout le système scolaire et universitaire. Les enseignant.e.s se sont retrouvé.e.s dans des classes bondées avec des protections à peine minimales. Les salarié.e.s vulnérables ne sont plus protégé.e.s et prennent désormais tous les risques. L'erreur serait de considérer cette situation comme une pure impéritie (ce qu'elle est, il va sans dire, pour quiconque envisagerait une politique sanitaire cohérente). L'exécutif français a choisi de poursuivre une politique sanitaire qui fait peser sur les individus toute la charge du risque épidémique ; le pouvoir laisse la dégradation hospitalière s'installer et l'entretient même par la poursuite du sous-financement ; le gouvernement continue – contre les faits – de nier les foyers épidémiques qui s'enflamment dans la sphère scolaire et universitaire. Un choix conscient a donc été fait : celui de laisser le virus circuler et faire mourir ceux qui n'y résisteront pas. S'agit-il d'atteindre une chimérique immunité collective ? Probablement pas. Non, ce que le pouvoir a décidé, c'est de sacrifier la vie au profit de l'économie, c'est d'administrer la mort pour sauver le capital.

Un renversement d'un ordre anthropologique supérieur s'est donc opéré dans la façon de gouverner. La biopolitique cède le pas à une thanatopolitique. La population humaine devient accessoire dans l'exercice du pouvoir ; une fraction importante peut être sacrifiée dans l'intérêt su-

périeur du capital.

Auparavant le maintien en bonne santé était une condition nécessaire de la reproduction économique ; en situation de crise, le capital, pour se sauver, exige de laisser mourir ceux qu'il serait trop coûteux de protéger. Les individus qui ne peuvent participer à l'effort capitaliste, ou dont les forces ne résistent pas à la pandémie, sont laissés à leur sort. Il faudra, le moment venu, tirer les conséquences de cette transformation terrible à l'œuvre aujourd'hui. On peut d'ores et déjà assurer qu'à long terme, un pouvoir fondé sur la mort n'a pas d'avenir, emporté qu'il sera par sa propre fascination morbide.

Il y a mille manières de mettre en danger la démocratie, la crise du Covid-19 gérée par le gouvernement français en cumule au moins cinq et révèle que la préservation des droits civils et politiques est intimement liée à celle des droits économiques et sociaux.

Les dernières mesures (couvre-feu, distanciation) mettent à mal la vie amicale, sociale, familiale, culturelle, tous ces lieux de la civilité qui font que nous nous parlons, échangeons des sourires, des opinions, des mets et créons ensemble la joie nécessaire à la vie humaine comme telle. Les dépressions, les maladies auto-immunes, les suicides sont très fortement en hausse, disent les médecins. Détruire ces noyaux d'auto-institution de la vie et de la vie sociale, c'est

mettre à mal la créativité humaine sur laquelle repose toute démocratie digne de ce nom, créativité qui permet la délibération démocratique.

La démocratie ne repose pas sur un comptage de voix mais bien sur cette délibération qui permet de donner sens aux opinions de chacun. Cette délibération publique sur ce qui nous paraît utile, pertinent, nécessaire, affreux à faire face au virus n'a jamais eu lieu dans notre pays. La seule demande faite aux citoyens dégradés en enfants dociles ou rebelles, c'est d'obéir ou d'être punis.

Obéir à des lois qui n'ont pas été discutées pour craindre une amende coûteuse, ce n'est pas être civique, mais simplement pragmatique. Parfois lâche si on agit en contrariété avec ses opinions. Ce ne sont pas là des vertus démocratiques, mais les symptômes d'un régime autoritaire qui dévalue le civisme.

La démocratie repose sur une représentation qui se doit de traduire l'opinion publique. La demande publique est de donner plus de moyens à l'État social sanitaire et aux mesures qui viendront réparer la planète mise à mal par une incurie écologique.

Mais, sous prétexte de crise économique engendrée par le manque de prévoyance de l'État et le premier confinement, cette demande ne rencontre que des oreilles sourdes. Certain.e.s s'en alarment et interpellent les députés, ainsi les cinéastes Mariana Otero et Marina Déak.

La démocratie repose sur l'expression ou au moins la quête de vérité. Or nous vivons dans des nappes de brouillard mensonger depuis le début de la pandémie. À l'issue du Conseil des ministres du 18 mars, la portemensonge du gouvernement, Sibeth Ndiaye, expliquait que l'État conti-

nuait de libérer des « stocks stratégiques » de masques pour les départements les plus touchés.

Or, nul masque ne vint dans les pharmacies, chacun devant se débrouiller s'il craignait de contaminer proches et voisins. La même osa dire que les masques étaient en fait dangereux, car difficiles à utiliser. « Si rien n'est plus raffiné que la technique de la propagande moderne, rien n'est plus grossier que le contenu de ses assertions, qui révèlent un mépris absolu et total de la vérité. Et même de la simple vraisemblance. Mépris qui n'est inégalé que par celui – qu'il implique – des facultés mentales de ceux à qui elle s'adresse », expliquait le philosophe Alexandre Koyré en 1943.

Une démocratie repose sur une hiérarchie des normes. Une circulaire ne peut récuser une loi. Or les agences régionales de santé (ARS) ont produit une circulaire en direction des Ehpad qui a récusé la loi Léonetti sur le droit de bénéficier des soins les plus appropriés et qui stipule que toute décision à prendre doit faire l'objet d'une consultation préalable du patient ou de sa famille. Avec cette circulaire « la place laissée aux proches dans le processus décisionnel et dans l'accompagnement risque d'être limitée par ces circonstances exceptionnelles ».

Désormais, les familles seraient seulement informées après décision prise unilatéralement par la direction des Ehpad sur la poursuite des soins et l'admission à l'hôpital en réanimation. La circulaire préconisait de limiter cette possibilité en fonction des disponibilités. On laissera donc mourir. Les agences régionales de santé ont poussé les directions d'Ehpad à contourner la loi... et même les lois de l'humanité à accompagner les mourants.

Toutes les forces réellement progres-

sistes, syndicales et politiques, de gauche, analysent avec justesse comme des contre-réformes ce que les gouvernements successifs présentent comme des « réformes », depuis des décennies, sinon même depuis les débuts de l'ère industrielle. Avec l'arrivée du Covid-19, ces mêmes forces de progrès ont cessé d'analyser les propos de nos dirigeants avec le prisme qui était le leur jusqu'alors, et qui peut éventuellement rester utilisé pour tout le reste simultanément.

Avant la crise du Covid-19 et pendant cette crise sanitaire, les forces réellement de gauche ne cessent d'affirmer avec raison qu'il faut lutter contre les contre-réformes, faire marche arrière et même faire des propositions qui vont dans une direction opposée aux contre-réformes.

Sur le sujet de la crise du Covid-19, nous vivons une « parenthèse enchantée » toujours présente au moment où j'écris ces lignes, parenthèse historique et politique pendant laquelle les forces vives de la gauche non seulement pensent comme le gouvernement, mais en plus ces forces de gauche demandent au gouvernement d'aller plus loin dans la direction choisie par ce gouvernement – direction partagée, donc, par les forces de gauche. La raison avancée est sanitaire : il s'agirait de défendre les travailleurs, leur santé, etc.

Autrement dit, les forces de gauche, qui analysent d'habitude toujours et avec raison leurs relations avec le pouvoir en termes de lutte des classes, cessent ici, avec le Covid-19. Jusqu'au coronavirus, tout ce qui était de nature politique ou syndicale était avec raison analysé par les forces vives de la gauche comme relevant de rapports de force entre le peuple exploité et une minorité (financière, économique...) utilisant le

pouvoir dans son intérêt. Avec la crise du Covid-19, ces mêmes forces de gauche se sont mises à croire que les choix gouvernementaux non seulement n'étaient pas contraires aux intérêts du peuple, mais en plus qu'ils n'allaient pas assez loin dans les mesures prises. Avec la venue du coronavirus, ces mêmes forces de gauche ont cessé de penser et d'analyser la situation en termes de lutte des classes. Pire, l'opposition de gauche s'inscrit comme force d'appui de l'action gouvernementale, surenchérisant dans la dynamique de soumission aux injonctions sanitaires.

Si on pense en termes de luttes des classes, on comprend aussitôt que tout ce que fait le gouvernement depuis le début de l'année 2020 vise à assurer les intérêts de la minorité (Gafam, etc.) qu'il est précisément là pour servir. En prenant du recul politique et historique, on cesse de croire pour commencer à comprendre. Comprendre par exemple que toutes les mesures prises par le président de la République et le gouvernement sont les plus offensives contre les acquis sociaux et les plus destructrices de l'État de droit depuis la Seconde Guerre mondiale. Si le peuple et les forces vives de la gauche notamment ne prennent pas conscience de ce qui a lieu maintenant, alors, la destruction des démocraties occidentales déjà à l'œuvre aujourd'hui grâce au cheval de Troie du Covid-19 sera achevée sous peu. Dans quelques mois seulement, dans de très courtes années, les démocraties seront toutes à genoux et les peuples étran-glés économiquement et socialement comme jamais, rendant possible un basculement politique, social, historique, majeur qui n'est pas favorable aux peuples des démocraties, sans parler des autres.

Analysé dans le cadre de la lutte des

classes, le couvre-feu n'est pas un outil destiné à empêcher les gens de tomber malade. Il est un outil de la caste dominante pour soumettre le peuple. Analysées en termes de lutte des classes, les « aides » économiques de plusieurs centaines de milliards ne sont pas là pour aider l'État de droit à se maintenir à travers son économie. Elles sont un outil de la caste dominante pour renforcer certains pouvoirs privilégiés et soumettre le peuple qui, lui, s'appauvrit.

Analysé en termes de lutte des classes, l'état d'urgence n'est pas un choix politique destiné à gérer une crise sanitaire et sauver des vies. Il est un outil de la caste dominante pour tester notre soumission et faire passer des lois liberticides et dangereuses pour la santé des citoyens (5G, etc.), dans un cadre (l'état d'urgence) mis en place au nom de cette même santé. Analysés en termes de lutte des classes, les arrêtés préfectoraux ne sont pas des règles destinées à « faire le bien des gens malgré eux ». Ce sont, en tant qu'amplificateurs des choix du président de la République et du gouvernement, des outils de la caste dominante pour soumettre le peuple.

Analysée en termes de lutte des classes, la peur distillée quotidiennement de toutes les manières possibles ne vise pas à aider le peuple à prendre conscience de la gravité du virus, mais à soumettre les gens. Chiffres et faits sont manipulés de manière grossière mais plus c'est gros, plus ça passe. Quand, par exemple, des journalistes s'intéresseront-ils de près au fait que des morts à l'hôpital sont déclarés morts du Covid-19 alors qu'ils ne sont pas morts du Covid-19 mais avec le Covid-19? Sans parler des Ehpad dont les occupants malades ont été interdits d'hospitalisation et qui sont

morts sans avoir reçu les soins qui auraient dû leur être prodigués.

Analysés en termes de lutte des classes, les cours à distance à l'université ne sont pas là pour protéger les étudiants. Sinon, pourquoi des classes préparatoires aux grandes écoles remplies essentiellement de fils et de filles issus du 1 % le plus riche continueraient-elles à fonctionner en présentiel? La masse des étudiants du peuple, elle, en est réduite au désormais fameux « démerdentiel ».

Tout ce que disent ou font le président de la République, le premier ministre, les ministres, les représentants des élites financières et économiques sont à penser en termes de luttes des classes. Dès lors, tout devient clair. Alors, vous, partis de la vraie gauche, et vous, syndicats luttant avec ferveur pour les droits humains, quand allez-vous revenir aux fondamentaux et observer ce qui se déroule sous nos yeux et jusque dans nos vies professionnelles, privées et même intimes, en termes de lutte des classes?

Le covidisme, c'est la croyance aveugle dans ce que disent nos dirigeants sur le Covid-19. Ce covidisme divise le pays jusque dans les cellules familiales et ne sert que les intérêts de ceux qui ont intérêt à ce que le peuple soit divisé. Seule la lutte des classes permet de comprendre que la folie actuelle du covidisme est l'une des plus brillantes stratégies de destruction des droits et de la démocratie jamais mises en œuvre. Partis, syndicats, travailleurs, femmes, hommes, étudiants, redevenons conscients, revenons à nous et unissons-nous dans la lutte. ■

*par Pierre Chaillan,*

